

"Tribune des infirmiers de réanimation "

Chers concitoyens,

Les messages contradictoires sur la situation sanitaire actuelle rendent la réalité de cette crise difficile à appréhender.

En tant que Fédération nationale des infirmiers de réanimation (FNIR), nous portons la voix des infirmiers exerçant en réanimation, dans tous types d'hôpitaux sur tout le territoire. Nous sommes des professionnels expérimentés, connaissant précisément le fonctionnement de nos services, leurs capacités comme leurs limites. Le monde de la réanimation éprouve actuellement une grande inquiétude quant à l'évolution de la situation, basée sur plusieurs constats.

L'hôpital n'a pas les moyens d'affronter la seconde vague épidémique telle qu'elle s'annonce, seule une diminution de la diffusion du virus permettrait de limiter les admissions en réanimation et la surmortalité.

Deux facteurs déterminants ont permis à l'hôpital de s'adapter face à la première vague : D'abord, le territoire n'a pas été touché de façon homogène, permettant des renforts massifs de personnels et de matériel des zones moins impactées vers les zones en difficulté, et le transfert de patients des zones les plus touchées vers les plus épargnées. Ensuite, la forte déprogrammation des activités de soins non urgentes a permis de libérer des lits et du personnel, et d'utiliser les blocs opératoires et salles de réveil pour y faire de la réanimation.

La situation actuelle est différente. Si les prévisions épidémiologiques se confirment, cette nouvelle vague sera plus haute et plus durable.

Nous ne pourrons pas faire face, d'abord par manque de places en réanimation:

Le pays disposait de 5000 lits de réanimation avant la 1^{ère} vague épidémique et c'est toujours le cas aujourd'hui. L'État annonce 12000 lits de réanimation mobilisables en ouvrant 7000 lits supplémentaires... Or ces lits ne sont pas équipés du matériel pour des soins complexes de réanimation et aucune réserve de professionnels n'existe pour les ouvrir.

Tous les services de réanimation pourraient être débordés dès la mi-novembre par les seuls patients "COVID" si l'épidémie maintenait son rythme actuel. De nombreux patients habituellement hospitalisés en réanimation pendant la période hivernale pour d'autres raisons s'ajoutent à ce chiffre.

Les "accidents de la vie" alimentent tous les jours les services de réanimation : accidents graves, comas, complications de pathologies chroniques, infections graves, détresses respiratoires... Le confinement lors de la 1^{ère} vague a diminué leur nombre, ce ne sera pas le cas pour cette nouvelle vague.

Il est crucial de maintenir une activité de soins programmée afin de ne pas faire perdre de chances aux patients hors-COVID, mais sans déprogrammation, il est impossible de créer des lits de réanimation dans les blocs opératoires comme lors de la 1^{ère} vague. L'activité chirurgicale programmée nécessite aussi des lits de réanimation : chirurgie cardiaque, neurochirurgie, chirurgies lourdes diverses, activité de greffe, etc.

La prise en charge de patients adultes dans les réanimations pédiatriques, comme au printemps, ne sera pas non plus possible, ces services faisant actuellement face une activité soutenue liée aux épidémies saisonnières de l'enfant.

Les transferts de personnels ou de patients entre régions resteront anecdotiques sur cette nouvelle vague, puisque toutes les régions sont plus ou moins touchées.

Nous ne pourrons pas faire face en raison du manque de personnels.

L'hôpital fonctionne en sous-effectif chronique depuis des années. Avant la 1^{ère} vague, 480 lits de réanimation étaient fermés faute de personnels.

Des infirmiers ont été formés en quelques heures pour renforcer les services de réanimation. Nous dénonçons le fait qu'une formation de 14h ait été recommandée par notre Ministère de tutelle pour la 2^{ème} vague COVID, car cela est insuffisant pour prendre en charge des patients si fragiles. L'insuffisance de cette formation entraîne un stress supplémentaire chez ces personnels, conscients qu'un infirmier ne peut offrir une prise en charge adaptée qu'après au moins une année d'expérience en réanimation. En France, malgré une formation généraliste, les infirmiers ne sont pas interchangeables ! La formation et l'expérience de chaque professionnel déterminent la qualité des soins prodigués.

Ces renforts ne pourront pas être détachés de leur service d'origine comme en début d'année, par le sous-effectif aggravé par cette épidémie. En réanimation comme dans les autres services, la fatigue causée par la 1^{ère} vague est omniprésente. À celle-ci s'ajoute l'amertume suscitée par les mesures insuffisantes accordées à la suite du Ségur. De nombreux professionnels ont quitté l'hôpital depuis la 1^{ère} vague, les autres risquent de ne pas supporter la nouvelle confrontation. Une récente enquête de l'Ordre national infirmier révèle que 57% des infirmiers interrogés seraient en état d'épuisement professionnel.

L'hôpital se réorganise complètement mais cela ne suffira pas.

L'unique solution pour limiter la gravité de la vague épidémique consiste à respecter scrupuleusement les mesures barrières et à adopter, individuellement et collectivement, des comportements limitant au strict nécessaire les risques de transmission.

Nous en appelons à la mobilisation immédiate de toutes et tous. Évitions ensemble un reconfinement dramatique pour notre pays. Sans vos efforts, le choc sera dévastateur pour l'hôpital et donc pour la santé de chacun sur de longues années.

Enfin, nous appelons à une accélération des réformes pour la profession infirmière et à l'intégration réelle des paramédicaux dans la gouvernance de Santé. Le lien entre niveau de formation des infirmiers et santé de la population est avéré. Une formation complémentaire pour les infirmiers de réanimation est nécessaire et urgente pour apporter à nos concitoyens un niveau de prise en charge équivalent à celui des pays de même niveau socio-économique.

La Fédération nationale des infirmiers de réanimation (FNIR)